Le Conseil,

Vu le rapport du 8 février 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le projet Lyon Confluence concerne 150 hectares en site urbain et affiche, outre un programme de construction mixte, des objectifs ambitieux en matière de déplacements urbains, d'espaces et d'équipements publics et d'activités fluviales.

L'objectif est la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) sur l'ensemble du périmètre. Celle-ci aboutira ultérieurement à un premier dossier de réalisation de ZAC permettant la mise en œuvre d'une première phase opérationnelle sur un périmètre plus restreint.

Pour ce faire, la Communauté urbaine doit réaliser une étude d'impact dès la création de l'opération pour l'ensemble du projet.

Compte tenu de sa complexité, tant par sa durée de réalisation et son phasage que par la multiplicité des intervenants, il n'est pas apparu possible de rédiger directement le cahier des charges de l'étude d'impact et d'en définir son enveloppe financière prévisionnelle. Il a semblé indispensable de passer par une étape préalable de définition d'une méthode et des moyens à mettre en œuvre, ceci afin de pouvoir identifier les lacunes éventuelles, d'avoir une meilleure approche du coût et de formaliser la commande définitive de façon plus pertinente en terme de contenu et de phasage et plus fiable en terme de délai et de montant.

Ces objectifs répondant aux critères de l'article 314 du code des marchés publics, il est proposé que soit mise en œuvre une procédure d'attribution de plusieurs marchés de définition ayant le même objet à des titulaires différents.

Aussi, après avis favorable de monsieur le vice-président chargé des marchés publics en date du 22 février 1999, il a été procédé à une consultation de bureaux d'études spécialisés.

A l'issue de cette consultation, quatre marchés ont été souscrits, pour un montant de 80 000 F HT, chacun avec les équipes suivantes :

- SOBERCO-SCETAUROUTE-SERALP-ISIS ;
- Beture Conseil-Beture SEREC ;
- INGEROP-Equipement et Environnement-AUP-ERI-Stratégie et Territoires ;
- Jacobs SERETE-OTRA-IRAP.

Ces quatre groupements ont remis leur dossier d'études dans les délais et les formes requises.

Après avoir pris connaissance de l'analyse du rendu de chaque équipe, la commission permanente d'appel d'offres réunie le 7 décembre 1999 a donné un avis favorable et motivé à la passation d'un marché négocié avec l'équipe représentée par la société SOBERCO. Il a donc été procédé à la négociation du marché dont il résulte le projet suivant :

- une tranche ferme comprenant cinq phases relatives à l'étude d'impact proprement dite à réaliser pour le dossier de création de la ZAC "LyonConfluence". A ces cinq phases, s'ajoute une mission spécifique d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'expertise des évolutions du projet et à une veille juridique sur tous les aspects liés notamment aux obligations à respecter en matière de législation sur l'eau. Ces missions sont détaillées dans l'annexe technique jointe au projet de marché. Cette tranche ferme ferait l'objet d'une rémunération forfaitaire de 350 000 F HT pour les cinq phases identifiées et d'une rémunération au temps passé pour la mission spécifique estimée à 220 000 F HT, soit un total de 570 000 F HT et de 687 420 F TTC ;

- une tranche conditionnelle à bons de commande relative à la réactualisation de l'étude d'impact lors de l'élaboration du dossier de réalisation. Cette tranche conditionnelle pourrait être affermie après l'approbation du dossier de création de ZAC. Elle aurait une durée globale de trois ans. Le montant minimum que la Communauté urbaine s'engagerait à commander serait de 178 350 F HT et le montant maximum que le prestataire s'engagerait à fournir serait de 307 600 F HT. Elle serait rémunérée au temps passé sur la base des devis établis préalablement à l'émission de chaque bon de commande, en référence au bordereau des prix unitaires ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit projet de marché ;

Vu les articles 104-II-3°, 273 et 314 du code des marchés publics ;

Ouï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Accepte le présent projet de marché établi en application des articles 104-II-3°, 273 et 314 du code des marchés publics.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que tous les actes y afférents.

3° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2000 et suivants - compte 203 100 - fonction 824 - opération 0242.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,